

# **Appel d'offre (individuel ou institutionnel) : Consultation pour le renforcement de la prise en charge des enfants dans les Etablissements pour Enfants Assistés (EEA)**

## **Contexte**

En Algérie, les Etablissements pour Enfants Assistés (EEA) sous tutelle du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme (MSNFCF) et régis par le Décret exécutif n°12-04 du 04 janvier 2012<sup>1</sup> sont chargés d'accueillir et de prendre en charge les enfants « assistés » et ce, dans l'attente de leur placement en milieu familial. Les EEA sont au nombre de 53, dont 29 foyers pour les enfants de 0 à 6 ans. Ces EEA sont répartis sur 40 Wilayas avec une capacité d'accueil de 1,089 places avec un effectif actuel de 845 pensionnaires dont 252 enfants handicapés. Différents professionnels interviennent dans les établissements, incluant les psychologues cliniciens, les psychologues, les orthophonistes, les médiateurs sociaux, les enseignants spécialisés, les éducateurs, les éducateurs spécialisés (de différents grades), les assistants sociaux, les assistantes maternelles, les cuisiniers, les agents de ménage et les gardiens. Les services des Directions de l'Action Sociale (DAS) assurent l'accompagnement et la prise en charge de cette population d'enfants, le cas échéant au-delà de l'âge prévu en vue de les préparer à l'insertion sociale et professionnelle.

Certaines des faiblesses relevées dans le fonctionnement des EEA sont relatives à l'absence d'approche centrée sur l'enfant et de projet d'établissement pouvant permettre une prise en charge plus intégrée et une meilleure orientation de l'enfant et une interface plus dynamique et positive entre les établissements et les familles et l'environnement plus général. D'autre part, ces établissements font face à une augmentation du nombre d'enfants vivant avec un handicap, sans disposer des personnels et équipements adéquats pour un accueil répondant à leurs besoins spécifiques.

Ces dernières années, diverses initiatives ont permis au MSNFCF d'identifier les besoins pour l'amélioration du système de prise en charge des enfants par les institutions et les changements souhaités par les services et les professionnels concernés. Des consultations ont été réalisées auprès des parties prenantes, des outils de gestion et de prise en charge ont été proposés, et des interventions initiées par différentes organisations dans quelques Wilayas pilotes, dont Alger, Oran, Annaba, Constantine, Sétif, Batna, Oum El Bouaghi et Mila.

Dans le cadre du programme de coopération 2016-2020 avec le Gouvernement algérien, et plus particulièrement du Plan d'action UNICEF / MSNFCF 2018-2019, le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme a requis l'assistance technique de l'UNICEF pour aider à assurer la standardisation des outils et leur diffusion auprès des professionnels concernés afin de capitaliser les bonnes pratiques et les propositions existantes puis à réaliser une évaluation d'impact en fin de projet.

## **Objectif général**

L'expertise technique a pour objectif le renforcement de la prise en charge des enfants en institutions, dans la perspective plus générale du renforcement de la protection de remplacement en Algérie.

## **Objectifs spécifiques**

L'expertise technique visera à doter le MSNFCF d'outils pratiques à l'usage des professionnels pour un meilleur accompagnement des enfants et de leurs familles et d'outils de suivi et d'évaluation à destination des établissements et des DAS.

- Développer un Guide pratique à l'usage des professionnels des EEA aligné sur les standards internationaux, dont les Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants (2010)<sup>2</sup> en consultation avec les experts, incluant les outils suivants : projet

<sup>1</sup>[http://www.karaomar.net/ressources/fichiers\\_produits/fichier\\_produit\\_345.pdf](http://www.karaomar.net/ressources/fichiers_produits/fichier_produit_345.pdf) - page 7

<sup>2</sup><https://www.unicef.org/protection/files/100426-UNGuidelines-French.pdf>





d'établissement, profils de postes, fiche d'analyse de situation de l'enfant, projet individuel, plan de suivi de l'enfant, fiche de suivi de l'enfant, fiche de situation de l'enfant, fiches d'évaluation à l'usage des directeurs d'EEA et des DAS, etc.

- Renforcer les capacités des professionnels intervenant dans les EEA en formant un pool de formateurs et accompagner la mise en œuvre des nouveaux outils dans les zones pilotes en collaboration avec les Centres Nationaux de la Formation des Personnels Spécialisés (CNFPS) et les Centres Nationaux de Formation des Personnels spécialisés des établissements pour Handicapés (CNFPH).
- Assurer une mesure d'impact sur les pratiques des professionnels et sur le suivi des EEA par l'autorité de tutelle

### Activités à mettre en œuvre dans le cadre de la consultation

En collaboration étroite avec les CNFPS-CNFPH et la Direction de la Conception, du Suivi, de l'Analyse, de l'Evaluation et du Développement des Activités de Prise en Charge Institutionnelle et des Ressources Pédagogiques ...

- Réalisation d'une revue documentaire des outils existants et des propositions de modifications élaborés ces dernières années
- Mise en œuvre d'une consultation des professionnels et experts du secteur et des bénéficiaires (familles et enfants) afin de réaliser une analyse rapide des pratiques actuelles de prise en charge dans les EEA qui servira de base pour l'évaluation d'impact du projet en 2020
- Finalisation des outils de gestion, incluant des grilles de suivi et d'évaluation, à l'usage des chefs d'établissement et des services de la DAS
- Finalisation des outils de prise en charge et d'accompagnement des enfants placés en EEA
- Test des différents outils dans quelques établissements pilotes.
- Finalisation d'un Guide pratique de prise en charge des enfants en EEA à l'usage des professionnels regroupant l'ensemble des documents et outils pertinents, incluant les procédures et ressources pédagogiques
- Identification des membres d'un pool de formateurs appartenant aux CNFPS / CNFPH
- Développement d'un programme de formation et conception d'outils de formation - pour 1) la formation des formateurs et pour 2) la généralisation des formations dans les établissements
- Animation d'ateliers de formation de formateurs pour les membres du pool. Les formations seront précédées d'une évaluation des connaissances et des pratiques et suivies d'une évaluation post formation
- Ajustement du Guide et des outils sur base de l'avis des experts et des tests sur le Guide et les outils
- Accompagnement des formateurs dans la mise en œuvre des formations dans 5 Wilayas pilotes
- Elaboration d'une feuille de route pour la généralisation des formations sur l'ensemble du territoire, incluant un échéancier, un budget et des recommandations pour sa mise en œuvre

### Livrables

No	Livrables
1	Rapport d'analyse sur les pratiques professionnelles dans les EEA
2	Outils de gestion et de prise en charge développés (en français puis en arabe)
3	Guide pratique de prise en charge à l'usage des professionnels des EEA (en français puis en arabe)
4	Outils, programme et calendrier de formation détaillé pour les deux types de formation (en français puis en arabe)
5	Rapport sur la formation mise en œuvre pour le pool de formateurs, inclusif des recommandations des experts consultés et des changements effectués post tests sur le Guide et les outils
6	Rapport sur le suivi des formations effectuées dans les Wilayas pilotes



7	Feuille de route détaillée pour la généralisation des formations, incluant un échéancier et des recommandations pour sa mise en œuvre
8	Rapport final (de 25 à 35 pages maximum) incluant un résumé exécutif, une analyse des pratiques et des outils existants, une présentation des changements introduits, des recommandations de suivi – en annexe une bibliographie, une liste des personnes et institutions consultées,

Les livrables devront être en version électronique (format Word et/ou Excel et/ou Powerpoint).

Les langues de travail seront le français et/ou l'arabe pour les ateliers, les réunions de travail et les rapports. Les livrables seront présentés en langue française, les livrables 2, 3 et 4 seront traduits en arabe après validation de la version française.

### Supervision technique et responsabilités

L'appel d'offre s'adresse à la fois aux bureaux d'études ou institutions engageant des experts répondant aux critères recherchés et aux consultants indépendants représentant un consortium d'experts indépendants dirigés par un chef d'équipe. Un contrat institutionnel est établi avec le bureau d'étude retenu dans le premier scénario ; par contre, un contrat individuel est signé avec le chef d'équipe retenu dans le second scénario.

L'accompagnement et le suivi de la consultation seront assurés par la Spécialiste de la Protection de l'Enfance sous la supervision générale de la Responsable de Programme « Développement, Protection et Participation de l'Enfant ».

Au plan administratif, le contrat sera géré par la Spécialiste de la Protection de l'Enfance qui assurera le suivi du projet en évaluant les activités et les livrables. Elle appuiera la prestation en facilitant, en soutien au MSNFCF, les aspects organisationnels et administratifs (organisation, visites, déplacements, etc.). L'organisation de la consultation sera coordonnée par l'UNICEF avec le MSNFCF, particulièrement la Sous-Direction de la Petite Enfance et de l'Enfance Privée de Famille. Au plan technique, les activités seront facilitées et supervisées par un Comité de suivi dont la composition et les responsabilités sont détaillées plus loin.

- **Rôle et responsabilités de l'UNICEF** : L'UNICEF assurera la coordination globale de la mission, et sera responsable de la gestion administrative et financière du contrat. L'UNICEF facilitera les contacts avec le MSNFCF. L'UNICEF sera aussi responsable du suivi technique des interventions, avec le soutien du Comité de suivi. L'UNICEF assurera le secrétariat du Comité de suivi et partagera avec les membres, les informations pertinentes, dont les comptes rendus de réunions et autres communications importantes notamment les rapports d'experts pour revue et validation.
- **Rôle et responsabilités du Ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la Femme** : la *Sous-Direction de la petite enfance et de l'enfance privée de famille* du MSNFCF facilitera la mise en œuvre générale de la consultation avec la délivrance d'une lettre d'introduction permettant à l'expertise d'accéder aux structures et aux interlocuteurs sous tutelle du ministère. Le MSNFCF facilitera les contacts, les rencontres et visites de terrain de l'expertise. Le MSNFCF facilitera le travail de coopération avec le Comité de suivi et ses membres. Le MSNCF facilitera les réunions et missions des experts et mettra à leur disposition toutes informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans les meilleurs délais.
- **Rôle et responsabilités du Comité de suivi**, le comité sera mis en place pour assurer le suivi et l'assurance qualité du travail. Il aura pour mission d'appuyer la mise en œuvre des travaux, conseiller l'équipe d'experts, revoir et valider les livrables de la consultation. Il sera formé de représentants de la Sous-direction de la Petite Enfance et de l'Enfance Privée de Famille du MSNFCF, de la Direction des Personnels et de la Formation (DPF), des « Centres Nationaux de la Formation des Personnels Spécialisés » (CNFPS-CNFPH), de la Direction de Conception, du Suivi, de l'Analyse, de l'Evaluation et Développement des Activités de Prise en Charge Institutionnelle et des Ressources Pédagogiques, d'une personne ressource du secteur et de la Spécialiste de la Protection de l'Enfance de l'UNICEF.



### **Durée de la mission et conditions de travail**

L'expertise se déroulera entre le 15.12.2018 et 15.11.2019 sur une période totale de 11 mois ferme. La mission se déroulera principalement à Alger avec des déplacements sur d'autres Wilayas du territoire national.

L'ensemble des frais relatifs à cette mission est à la charge de l'expertise et devront figurer dans le contrat signé avec l'UNICEF.

### **Qualifications requises**

Les offres pourront émaner d'un cabinet d'expertise ou être soumise par un consultant principal qui prendra la responsabilité de s'associer à d'autres experts. Les offres devront répondre aux critères suivants :

Une expertise nationale et une expertise internationale sont requises. L'équipe soumissionnaire devra disposer d'une expérience avérée de mise en œuvre de projets similaires à l'international et d'une connaissance pointue du secteur de l'enfance en Algérie. En particulier, les personnes contribuant à la mission devront :

National :

- Disposer d'une formation postuniversitaire de niveau Master, de préférence dans le domaine des sciences sociales ou autres domaines pertinents
- Disposer d'au moins sept (7) années d'expérience professionnelle dans le domaine social en Algérie
- Disposer d'une expérience professionnelle solide dans le domaine de la formation et de l'évaluation, une expérience dans le secteur de la protection de l'enfance et de la protection de remplacement étant un atout majeur
- Posséder de très bonnes qualités de communication écrite et orale, ainsi qu'une aptitude à travailler en équipe auprès de partenaires divers
- Maîtriser parfaitement l'arabe et le français, la maîtrise de l'anglais étant un atout

International :

- Disposer d'une formation postuniversitaire de niveau Master, de préférence dans le domaine des sciences sociales, juridiques ou autres domaines pertinents
- Disposer d'au moins sept (10) années d'expérience professionnelle dans le domaine de la protection de remplacement
- Disposer d'une expérience professionnelle dans la formation de formateurs spécifique à la gestion et à la prise en charge des enfants dans les services de la protection de l'enfant
- Disposer d'une expertise avérée en diagnostic institutionnel
- Posséder de très bonnes qualités de communication écrite et orale
- Maîtriser parfaitement le français et/ou l'arabe
- Avoir des compétences de gestion d'équipe
- Disposer de connaissances du secteur social en Algérie sera un atout
- Maîtriser des approches de l'UNICEF notamment dans les domaines de la Protection de remplacement Approche fondée sur les droits humains, équité, genre.

### **Documents à fournir lors de la soumission**

Les offres d'expert individuel ou de cabinet d'expertise devront fournir les formulaires de soumission, attachés ci-dessous, qui aideront à l'évaluation des offres :

- Formulaire de présentation de l'offre technique



FORMULAIRE DE  
PRESENTATION DE L'

- Formulaire de présentation de l'offre financière



FORMULAIRE DE  
PRESENTATION DE L'

Il est à noter que les offres financières ne seront examinées que si les offres techniques sont jugées recevables et de qualité acceptable.

Le ou les expert(s) retenu(s) devra fournir pour finalisation du contrat :

- Formulaire P11 disponible sur le site de l'UNICEF : <http://www.unicef.org/about/employ/files/P11.doc>, dument rempli par toute personne contribuant à la consultation
- Copies des diplômes universitaires et certificats de formation

### Evaluation des offres

L'évaluation des offres sera faite sur la base suivante :

- Score pour l'offre technique : 70 points
- Score pour l'offre financière : 30 points

EVALUATION TECHNIQUE	
Correspondance globale entre les exigences des TDR et la proposition <ul style="list-style-type: none"> <li>• Compréhension des tâches, des objectifs et la cohérence de la réponse</li> </ul>	25
Méthodologie et approche proposée <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité de l'approche proposée/méthodologie</li> <li>• Qualité du plan de travail proposé</li> </ul>	25
Profil du candidat/Capacité technique <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertinence du profil et de l'expérience du/des consultant(s) avec des projets similaires et selon les qualifications requises</li> <li>• Qualité du travail précédent et références</li> </ul>	20
Total des points de l'évaluation technique	70
EVALUATION FINANCIERE	
Pertinence	30
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>

L'évaluation des offres financières sera faite uniquement pour les candidats ayant obtenu au moins un score de 40 points au terme de l'évaluation technique.

Tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

Le dossier de candidature comprenant l'ensemble des documents requis devra être posté en ligne à l'adresse suivante.

L'UNICEF ne tolère aucune forme d'exploitation sexuelle, d'abus et de harcèlement sexuel.

Alger, 21 novembre 2018

Préparé par : Nora Ouiddir, Spécialiste en Protection de l'Enfant

**Nora OUIDDIR**

Spécialiste Protection de l'Enfant

Revu par : Kristine Peduto, Responsable Programmes « Développement, Protection et Participation de l'Enfant »

Approuvé par : Moncef Moalla, Représentant-Adjoint

**Moncef Moalla**

Représentant Adjoint

**Kristine PEDUTO**  
Chef, Développement,  
Protection et Participation de l'Enfant

